**SÉANCE DU 06 JUIN 2024
À 20h30
à la Mairie de SOUBRAN**

Nombre de conseillers en exercice : 8

Date de convocation du conseil municipal : le 31 mai 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le six juin à vingt heures trente,
Les Conseillers Municipaux de la commune de SOUBRAN, dûment convoqués par le maire, se sont réunis en séance publique sur la convocation qui leur a été adressée conformément aux articles L2121-10, L2121-11 et L2122-8 du Code général des collectivités territoriales, sous la présidence de Madame Maud MAINGOT, le maire.

Étaient présents :

Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux :

Mmes MAINGOT Maud, KLINUSKI Céline, JEANNEAU Christelle, Ms PERODEAU Bernard, RIPPE François, SAMSON Thierry.

Absents :

Ms ARDOUIN Nicolas et PLAT Frédéric

Pouvoirs : M. PLAT Frédéric donne pouvoir à Mme JEANNEAU Christelle.

Mme le Maire transmet son bonsoir au Conseil et au public.

La séance débute à 20h35.

Mme KLINUSKI Céline est désignée comme secrétaire de séance.

Ordre du jour :

- **Approbation des Procès-Verbaux du 22.02.2024, 10.04.2024 et 15.04.2024.**

➤ **Délibération à l'ordre du jour :**

- 1) **Émettre un avis pour l'affiliation du Syndicat mixte pour le SCoT La Rochelle Aunis au centre de Gestion de la Charente-Maritime ;**
- 2) **Délibération instituant la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle ;**
- 3) **Répartition 2024 du produit des amendes de police perçues en 2023 ;**
- 4) **Aide du Département aux travaux sur voirie communale accidentogène ;**
- 5) **Éclairage public supplémentaire Rue du Vieux Moulin ;**
- 6) **Tri et gestion des archives communales par un archiviste ;**
- 7) **Adhésion à l'association des Maires pour la planète ;**
- 8) **Achat de parcelles boisées aux Bénissons ;**
- 9) **Prime départ à la retraite ;**
- 10) **Vente d'une portion de chemin rural au Moulin des Brauds ;**
- 11) **Rétrocession de concession au cimetière.**

Questions diverses :

Approbation des procès-verbaux du 21.02.2024, 10.04.2024 et 15.04.2024.

Les Procès-Verbaux étant donnés le jour même, Mme JEANNEAU Christelle demande si l'on peut les approuver plus tard, le temps d'en prendre connaissance.

Le conseil municipal est d'accord.

Mme JEANNEAU Christelle fait remarquer qu'il manque un PV.

Mme KLINUSKI Céline approuve cette remarque et informe que le dictaphone est en panne.

Les PV seront approuvés au prochain conseil.

1) Émettre un avis pour l'affiliation du Syndicat mixte pour le SCoT La Rochelle Aunis, au Centre de Gestion de la Charente-Maritime.

Le Syndicat mixte pour le SCoT La Rochelle Aunis a sollicité son affiliation volontaire au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Charente-Maritime.

Conformément au Code général de la Fonction Publique et au décret n°85-643 du 26 juin 1985, la consultation des collectivités et Établissements Publics affiliés au CDG17 est nécessaire préalablement à l'acceptation de cette demande d'affiliation au 1^{er} janvier 2025.

Il convient donc que le conseil municipal donne son avis sur cette demande d'affiliation.

Sur proposition de Madame le Maire, le conseil municipal décide à l'unanimité d'émettre un avis favorable.

2) Délibération instituant la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.

Mme le Maire relate une discussion à ce sujet en date du 21.02.2024 sur laquelle elle avait sollicité l'avis du conseil municipal en vue de saisir le Comité Technique du CDG17.

Le Comité Technique a émis un avis favorable le 09.04.2024.

Mme le Maire explique que cette prime est versée à titre exceptionnel aux fonctionnaires (titulaires ou stagiaires) et aux agents contractuels de droit public.

Seul 3 agents sont concernés.

Le conseil municipal est toujours d'accord pour en faire bénéficier les agents concernés.

Mme le Maire demande au conseil de décider du montant alloué aux agents sachant que le montant maximum est de 800 €.

L'ensemble du conseil est d'accord pour octroyer le montant maximum pour cette prime, soit 800 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide par 7 Voix pour, 0 Voix contre et 0 abstention :

- D'instaurer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle ;
- D'autoriser Mme le Maire à fixer par arrêté individuel le montant de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle versée aux agents concernés dans le respect des dispositions réglementaires ;
- De prévoir et d'inscrire les crédits correspondants au budget primitif 2024

3) Répartition 2024 du produit des amendes de police perçues en 2023.

M.PERODEAU Bernard demande ce que cela signifie.

Madame le Maire explique que de l'argent qui correspond aux amendes de police est reversée à la commune. Elle explique que les opérations éligibles à ce fond sont restreintes.

Celles-ci peuvent servir pour abris-bus, abris-vélos, petites opérations de sécurité et réalisation de parkings.

Mme le Maire rappelle au conseil que le petit parking Rue du Vieux Moulin reste à faire.

Mme JEANNEAU Christelle demande si la signalisation est prévue, à savoir verticale et horizontale.

Mme le Maire explique que pour la réalisation d'un parking, la dépense est plafonnée à 60 000€ hors taxes et que cette opération est limitée à l'équivalent de 50 places de stationnement avec au moins une place pour personne à mobilité réduite.

Elle rajoute que le marquage au sol doit être compris dans le devis.

Cette subvention est de 50 % du montant total hors taxes des devis.

Deux devis sont présentés au conseil :

- Syndicat Départemental de la Voirie (sans marquage au sol) :10 003,48 € TTC
- Entreprise COLAS (marquage au sol et panneau) :10 583,93 € TTC

Mme KLINUSKI Céline demande s'il n'y aura que des places de parkings et demande pour le stationnement du bus scolaire.

Mme le Maire indique qu'il faudra matérialiser cette place avec des horaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide par 7 Voix pour, 0 Voix contre et 0 abstention :

- De solliciter l'Entreprise COLAS ;
- D'autoriser Mme le Maire à faire les demandes de subventions nécessaires auprès des autorités compétentes et à signer les documents relatifs.

4) Aide du Département aux travaux sur voirie communale accidentogène

Mme le Maire annonce qu'afin de répondre aux besoins des communes pour l'entretien de leur voirie communal, le Département renouvelle son dispositif d'aide aux travaux sur voirie communale accidentogène pour l'année 2024.

Mr PERODEAU Bernard s'interroge sur cette aide et veut savoir quelle voirie est concernée.

Mme le Maire répond que ce sont toutes les voiries communales.

Mr PERODEAU Bernard énonce que toutes les voiries ou presque sont à refaire.

Mme le Maire propose de joindre à cette demande d'aide un devis de PATA de 2024 qui s'élève à 11 998,94 € TTC et une facture d'enrobé qui s'élève à 840 € TTC de 2023.

Mme le Maire suggère de rajouter une route en s'aidant du dernier diagnostic voirie.

Mme le Maire énonce les 3 voies communales les plus accidentogènes : La Manderie, Rue du Vieux Moulin et La Salle.

Plusieurs élus s'interrogent également sur d'autres voies comme Chez Guément ou encore à Touron.

Mme le Maire demande au conseil s'il est d'accord pour demander cette aide.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide par 7 Voix pour, 0 Voix contre et 0 abstention :

- Décide de solliciter l'aide financière Départementale pour les travaux réalisés sur voirie communale accidentogène.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier.

5) Éclairage public supplémentaire Rue du Vieux Moulin

Suite à de nouvelles constructions de maisons d'habitation Rue du Vieux Moulin, La mairie a reçu une demande d'extension de l'éclairage public.

Mme le Maire a donc demandé un devis au SDEER.

Pour un ajout de 3 luminaires sur support béton existant entre les parcelles AI 37 et AI 363 rue du Vieux Moulin le devis s'élève à 2 443,13 € HT. Sachant que le SDEER prend en charge 50 % du montant, il reste à la charge de la commune la somme de 1 212,56 € HT.

Cette somme peut être versée sur 5 annuités.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide par 7 Voix pour, 0 Voix contre et 0 abstention :

- Autorise Mme le Maire à signer le devis du SDEER.

6) Tri et gestion des archives communales par un archiviste

Mme le Maire explique que la salle d'archive est saturée et que celles qui devraient être gardées ne le sont pas dans des conditions optimales.

Elle indique que le Département est venu voir sur place et n'étant pas satisfait de ce classement d'archive, a suggéré à Mme le Maire de faire appel à une société de tri d'archives.

Mme le Maire a donc fait faire 2 devis :

- ARKEAWEB, Mme le Maire serait d'avis de choisir cette société. Elle indique également que le prix de cet archivage peut être payé sur 2 ou 3 ans.

M. PERODEAU Bernard demande de quelle nature sont les archives à détruire.

Mme le Maire répond que cela concerne les factures de plus de 10 ans, les devis désuets...

Elle trouve dommage que certaines archives commencent à se détruire sous les effets de l'âge et que celles-ci peuvent être conservées dans des boîtes spéciales.

Mme JEANNEAU Christelle demande si cela est une obligation.

Mme le Maire répond que ce n'est pas une obligation immédiate mais au vu de l'audit du Département, il serait bien de commencer ce tri le plus tôt possible.

Mme le Maire montre le devis au conseil.

Plusieurs conseillers sont surpris par la somme TTC du devis pour cet archivage soit 21 780 €.

Mme JEANNEAU Christelle trouve le prix élevé et que cela va faire lourd au budget.

Mme le Maire indique que cela n'a jamais été fait.

Mme JEANNEAU Christelle demande si cela peut attendre.

Mme le Maire ajoute qu'il y a 90 m linéaires à traiter et que c'est pour cela que le prix est élevé.

- DOP Archiv, prix TTC : 16 200€

Mme le Maire demande au conseil s'il est d'accord pour cet archivage.

Mr PERODEAU Bernard demande depuis quand les archives sont stockées de cette façon.

Mme le Maire répond certainement depuis très très très longtemps.

Mr PERODEAU Bernard se trouve navré que ce soit encore à notre conseil de régler cela.

Mr SAMSON Thierry précise que c'est un budget.

Mme le Maire répond que le paiement peut s'étaler sur plusieurs années : la première année 6 110 € HT, la deuxième année 6 420 € HT et la dernière année 3 210 € HT.

Mr PERODEAU Bernard fait remarquer au conseil que la commune a déjà plusieurs paiements sur étalement.

Mme JEANNEAU Christelle dit que cela fait beaucoup, que la commune a déjà un énorme budget et que s'il n'y a pas d'obligation pour le moment cela peut être reporté.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide par 2 Voix pour, 4 Voix contre et 1 abstention :

- Décide de rejeter la proposition d'archivage.

7) Adhésion à l'association des Maires pour la planète

Mme le Maire expose que cette association a été créée en 2019.

Cette association constitue un réseau d'élus locaux de Charente-Maritime engagés en faveur de l'environnement.

L'association recense les bonnes pratiques environnementales et les fait connaître auprès des collectivités adhérentes.

Elle accompagne sur diverses thématiques telles que l'alimentation, la biodiversité, l'énergie, le traitement des déchets, la démocratie locale et les mobilités.

L'adhésion à cette association est de 25 € par an.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide par 7 Voix pour, 0 Voix contre et 0 abstention :

- D'adhérer la commune à l'association Les Maires pour la Planète pour l'année 2024 et pour un montant de 25 euros.

8) Achat de parcelles boisées aux Bénissons

Mme le Maire rappelle au conseil qu'il avait instauré un droit de préemption sur l'espace naturel sensible des Bénissons.

Une parcelle de bois de 406 m² est en vente au prix de 1 500 €.

Mme JEANNEAU Christelle demande s'il s'agit d'un particulier.

Mme le Maire répond que oui et que c'est une succession.

Mme le Maire demande si la commune se porterait acquéreuse.

Mr PERODEAU Bernard demande le prix actuel de l'hectare de bois.

Mme le Maire répond que le conseil précédent avait fixé dans une délibération le prix de 1 000 € l'hectare.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide par 7 Voix pour, 0 Voix contre et 0 abstention :

- De ne pas se porter acquéreur de la parcelle de bois cadastrée AP565 car le prix est trop élevé.
- Charge Mme le Maire d'en informer le vendeur.

9) Prime départ à la retraite

Mme le maire nous fait part qu'un agent fonctionnaire depuis 2009 est en retraite depuis avril 2024.

Elle rappelle au conseil que le dernier agent parti en retraite avait bénéficié de cartes cadeaux.

Le conseil est d'accord pour octroyer une prime à cet agent nouvellement en retraite.

Mme KLINUSKI suggère de donner le même montant qu'à l'agent précédent soit 500 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide par 7 Voix pour, 0 Voix contre et 0 abstention :

- Décide d'accorder la somme de 500 € sous forme de cartes cadeaux.

10) Vente d'une portion de chemin rural au Moulin des Brauds

Des nouveaux administrés habitant au Moulin des Brauds, ont adressé un courrier à la mairie pour pouvoir acheter le chemin intercommunal qui divise leur propriété soit les parcelles :

- AL 1,2 et 3, Moulin des Brauds SUD sur la commune de SOUBRAN.
- ZC 64, Moulin des Brauds EST sur la commune de BOISREDON.

Mme le Maire fait lecture du courrier reçu.

Elle précise également que si le conseil est d'accord, il y aura une enquête publique. si celle-ci est négative, la demande de rachat sera refusée.

Au vu du manque d'informations sur l'avis des riverains concernés, le conseil décide de reporter ce point

11) Rétrocession de concession au cimetière

Mme le Maire expose qu'un courrier d'une personne hors commune a été reçu à la Mairie pour rétrocession de concession.

La concession est vide de toute sépulture et est numérotée sous le n°194.

Elle avait été acquise pour la somme de 143,75 €.

La personne se propose aujourd'hui à la rétrocéder à la commune.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide par 7 Voix pour, 0 Voix contre et 0 abstention :

- D'adopter la proposition de Mme le Maire.
- Autorise Mme le Maire à établir l'acte de rétrocession.

Questions diverses :

- Mme le Maire transmet au conseil le tableau des permanences pour les élections EUROPÉENNES du dimanche 09 juin 2024.

- Une habitante de BOISREDON a envoyé par mail une demande d'autorisation pour une randonnée équestre sur les chemins de la commune. Elle demande par la même occasion si la commune peut nettoyer ces chemins avant l'événement qui aura lieu le 13 juillet 2024.

Le conseil municipal est d'accord.

- Point sur le café citoyen du 01 juin 2024 à la salle municipale :

Mme KLINUSKI Céline résume les faits.

De nombreuses personnes se sont manifestés pour le 3^e café citoyen.

Un tour de table a été effectué afin de connaître les envies de chacun.

Des idées semblables aux 2 premiers cafés citoyens ont été évoqués.

Des nouvelles personnes ont amené d'autres idées.

Quelques exemples : demande décoration du château d'eau, un parcours de santé aux Bénissons, nettoyage des chemins sous forme de journée du citoyen,

Il a également été demandé une journée des associations, Mme le Maire ajoute que ce serait une bonne chose pour permettre le recrutement de bénévoles.

Remettre des panneaux d'informations dans chaque village afin d'améliorer la communication entre les administrés et la commune et également utilisable par les associations.

Une demande pour entretenir les espaces verts au niveau de la tour anti-incendie, bien que cela relève du SDIS.

Mme le Maire informe le conseil que l'Entreprise BOUTON a été mandaté une nouvelle fois pour passer dans tous les villages afin de faucher les bords de fossés.

Une personne s'est trouvée désolée que l'association de pétanque se soit mise en sommeil.

M. RIPPE François, ancien Président de l'association de pétanque a dû mettre l'association en sommeil par manque de bénévole.

Une observation a été émise pour le manquement du conseil de ne pas avoir organisé de repas avec les administrés lors de leur élection.

Mme MAUROY Réjane, Présidente du Club des Aînés a indiqué que le Club se porte bien mais qu'il y a très peu de bénévoles. De plus, L'association organise un loto le 15 septembre 2024 à la salle municipale.

Ateliers jardinage par les bénévoles de la bibliothèque les 2 et 9 Octobre 2024.

Mme KLINUSKI Céline rajoute pour terminer ce point sur le café citoyen que tout cela s'est passé dans la bonne humeur, avec un petit goûter pour clôturer celui-ci.

- Bâtiment Chustrac : Mme le Maire nous rappelle sa discussion avec l'avocat qui lui avait donné la procédure à suivre pour l'achat du bâtiment.

Or, il n'est pas possible de mettre en œuvre cette procédure.

La DGFIP de BORDEAUX a indiqué à Mme le Maire qu'il faut que le dossier Chustrac aille jusqu'en adjudication, et une fois terminée, la commune pourra alors préempter.

Cela risque de changer le prix du bâtiment.

Mme le Maire souhaite avertir le conseil qu'il y a sur la commune, une personne ou des personnes, qui se permettent d'usurper l'identité d' élu pour téléphoner à la DGFIP dans le but d'avoir des renseignements.

- Mme KLINUSKI Céline en profite pour expliquer au conseil qu'elle a été contacté par M. AUDEBERT (Maire de BOISREDON et Vice-Président du SIVS) pour lui annoncer que la Région l'avait elle même contacté pour lui signifier que la tournée du bus dès la rentrée de septembre 2024 sera effectué par la région.

De plus, elle évoque la stupéfaction du chauffeur qui lui non plus n'était pas au courant et s'est fait suivre en voiture pendant sa tournée par un chauffeur de la région.

Mme KLINUSKI Céline indique que ni elle, ni M. AUDEBERT n'ont fait appel à la région.

Elle pense qu'une personne mal intentionnée à appeler la région.

Elle évoque également qu'une personne a appelé le secrétaire du SIVS, se faisant passer pour le service paie du CDG17 pour savoir si elle percevait une rémunération SIVS et une rémunération de la régie des transports.

Mme KLINUSKI Céline affirme que la seule rémunération qu'elle perçoit est celle du SIVS pour un montant de 308€ par mois et que ce montant est réglementé.

- Mme KLINUSKI Céline explique que beaucoup de personnes vivant dans la commune font preuve d'une grande lâcheté.

Elle évoque la franchise dont elle fait preuve avec tout le monde.

Elle explique que Mme le Maire de SOUBRAN et M. le Maire de BOISREDON ont été convoqués à la gendarmerie de MIRAMBEAU, par rapport à une lettre anonyme qui a été envoyée à M. le Procureur de la République de Saintes en date du 04 mars 2024.

Mme KLINUSKI Céline lit cette lettre à haute voix devant le conseil et rajoute qu'une fois la lecture terminée, cette lettre ira à la poubelle.

Cette lettre évoque avec diffamation les compétences de Mme le Maire à gérer des problèmes de résultats de prélèvements fait à la cantine (traces de moins de 1% de la bactérie listéria dans du pâté livré par le boucher local), ainsi que celles de Mme KLINUSKI Céline pour la gérance du SIVS.

Cette même lettre accuse Mme le Maire et Mme KLINUSKI Céline de toucher des pots de vins par le boucher local (qui a été mis au courant de cette lettre).

Mme JEANNEAU Christelle demande si cette lettre a été envoyé.

Mme KLINUSKI Céline lui répond que cette lettre a été envoyé au Procureur de la République et que ce qui semble bizarre c'est que ce courrier a été envoyé le 04 mars 2024 alors que M. PLAT Frédéric n'avait évoqué ce problème de laboratoire que lors d'un conseil en date du 06 Mars 2024.

Mme JEANNEAU Christelle n'est pas étonnée concernant l'histoire du bus, car elle a eu un évènement similaire lors de sa Présidence du SIVS.

L'ancien chauffeur avait également été suivi et arrêté en pleine tournée pour vérifier s'il y avait un accompagnateur dans le bus, si tous les enfants étaient attachés, combien il y avait d'enfants et pour se rendre compte si le bus ne passait pas pour rien.

Mme JEANNEAU Christelle trouve bizarre que dans l'ordre du jour il n'y ait pas le sujet de la guinguette.

Mme le Maire explique qu'il n'y aura pas de guinguette sur la commune car le Président de cette association a trouvé un autre emplacement sur une autre commune.

Donc ce point ne sera plus à délibérer.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 21H35.